



Séance ordinaire du mardi 14 décembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Florence AUBY, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Bernard MODOT, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Serge DESSEIGNE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT

Animation du territoire - Convention-cadre de partenariat avec la Région Occitanie pour la connaissance du patrimoine métropolitain - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a obtenu le label Pays d'art et d'histoire le 11 mars 2020, par signature d'une convention avec le ministère de la Culture. L'appellation Villes et Pays d'art et d'histoire qualifie des territoires qui s'engagent dans une démarche active de connaissance, de conservation et de médiation dans les champs de l'architecture, l'histoire, le paysage et l'urbanisme. Par là même, les habitants s'approprient l'identité de leur territoire et investissent leur cadre de vie, tandis que les visiteurs disposent d'une offre de découverte de qualité.

Au sein de la collectivité, la mission Patrimoines assure la mise en œuvre de cette convention. A ce titre, elle met en œuvre, développe et promeut les actions de valorisation des patrimoines sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Elle cherche aujourd'hui à approfondir la connaissance du patrimoine, de l'environnement et de l'architecture de son territoire de compétence, afin d'en assurer la transmission auprès des générations à venir, mais aussi de nourrir ses autres actions en faveur des patrimoines : publication de livrets thématiques, création de nouveaux parcours de visite, restauration d'éléments du décor urbain, participation à l'élaboration du Plan local d'urbanisme intercommunal et autres documents d'urbanisme etc.

Depuis la loi du 13 août 2004, la Région Occitanie est compétente pour mener à bien l'inventaire général du patrimoine culturel. Celui-ci recense, étudie et fait connaître les éléments du patrimoine qui présentent un intérêt culturel, historique ou scientifique.

Selon les termes de la loi, la Région Occitanie confie « aux collectivités territoriales ou aux groupements de collectivités qui en font la demande la conduite, dans leur ressort, des opérations d'inventaire général. Ces collectivités ou ces groupements concluent à cet effet une convention avec la Région ». La Région apporte dans ce but son soutien à des projets, expertisés d'un point de vue qualitatif, générateurs d'emplois qualifiés et de développement.

Montpellier Méditerranée Métropole a ainsi sollicité la Région Occitanie pour gérer la conduite, dans son ressort, des opérations d'inventaire général, ce que la Région a accepté.

Selon les termes de la convention, la Région confie à Montpellier Méditerranée Métropole la conduite des opérations d'inventaire général sur son territoire.

Cette démarche vise au recensement et à l'étude du patrimoine immobilier et mobilier du territoire métropolitain, aboutissant à la production de dossiers informatisés respectant les normes de l'inventaire général du patrimoine culturel, telles que définies par le ministère de la Culture. La documentation scientifique ainsi rassemblée constitue un outil d'aide à la gestion du territoire et fait l'objet d'actions de valorisation.

L'opération est prévue pour démarrer au 1^{er} janvier 2022 et prendre fin le 31 décembre 2025. Au cours de ces quatre années, la Métropole conduit l'opération d'inventaire et, pour ce faire, met en œuvre les moyens humains et techniques nécessaires et transmet à la Région les données produites.

De son côté, la Région apporte son soutien technique et financier à l'opération, en assure le suivi scientifique, met à disposition les outils informatiques nécessaires et met en ligne les données collectées dans les bases nationales.

Chaque année, un cahier des clauses scientifiques et techniques complète les termes de la convention. Il précise les actions projetées et encadre la conduite des opérations d'inventaire général du patrimoine.

L'année 2022 sera ainsi consacrée :

- à la collecte et la reprise des données anciennes concernant le territoire métropolitain ;
- au repérage sur le terrain de la statuaire dans l'espace urbain en commençant par Montpellier, puis en poursuivant par les autres communes de la Métropole ;
- au lancement du chantier de repérage systématique sur le terrain propre à enrichir le PLUi.

Les actions définies dans le cadre de la convention sont prises en charge au sein de la Métropole par un chargé d'inventaire à temps plein, placé sous la direction scientifique, technique et administrative de la responsable de la mission Patrimoines, et dont la qualification sera agréée par la Région Occitanie. Cette dernière en assure la formation scientifique continue sous forme de journées régionales de formation dans le courant de l'année.

Les agents du service Connaissance & Inventaire des patrimoines de la Région, conservateurs, chargés d'inventaire et photographes, participent également aux opérations selon les compétences nécessaires à leur bon déroulement : coordination générale de l'opération, formation du personnel, mise en œuvre d'une méthode de travail, suivi ou contribution directe aux études.

Pour supporter le coût de cette opération, portée par Montpellier Méditerranée Métropole, la Région Occitanie s'engage à participer à hauteur de 120 000 € pour la durée de la convention, soit quatre ans. Cette aide prend la forme d'une subvention attribuée annuellement, sur la base d'une demande de subvention renouvelée chaque année par Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention-cadre de partenariat avec la Région Occitanie pour la connaissance du patrimoine métropolitain ;
- De dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20/12/21

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

**Monsieur Le Premier Vice-
Président**

Signé.

Renaud CALVAT

Publiée le : 21 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211214-172648-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 21/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PROJET CONVENTION INVENTAIRE Occ 3M.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.